



## Rassemblement

A l'initiative du collectif 50 pour les droits des étrangers\*

Avec le soutien d'entrepreneurs et d'élus

***Vendredi 17 décembre à 15 h 00.***

***Saint Lô devant la préfecture***

A la veille de la ***journée internationale des migrants*** nous souhaitons alerter le Préfet de la Manche sur la situation de ces jeunes travailleurs étrangers qui viennent de recevoir un refus à leur demande de régularisation ou à leur demande d'admission exceptionnelle au séjour avec notification d'une Obligation de Quitter le Territoire Français.

Si nous nous réjouissons de voir que la préfecture vient de régulariser Adama Barry après une mobilisation importante, nous en connaissons d'autres qui sont dans la même situation, ***et nous ne pouvons nous y résigner !***

***Quel avenir pour ces femmes et ces hommes, qui ont répondu aux attentes de la société d'accueil, qui ont fait l'effort de s'intégrer grâce au soutien des institutions et de collectifs et qui se voient aujourd'hui refuser un titre un séjour ?***

***Combien d'entre elles et d'entre eux montrent aujourd'hui des preuves de réussite de leur intégration : obtention de diplômes, promesses d'embauches dans des métiers où le recrutement est très difficile voire inexistant tel qu'en restauration, bâtiment, maraîchage... ?***

***Qu'en est-il de ces ressortissants afghans qu'un retour dans leur pays plongerait aussitôt dans une situation de grand péril ?***

***Depuis peu, des voix s'élèvent du côté de ceux, collectifs et institutions, qui ont accompagné dans leur parcours d'intégration ces ressortissants étrangers :***

À l'initiative de Stéphane Ravacley, boulanger à Besançon, le mouvement des Patrons Solidaires a récemment porté au Sénat une proposition de loi qui s'oppose à l'expulsion des jeunes migrants à leur majorité dès lors qu'ils sont en apprentissage.

Comme Omar, comme Adama, combien de jeunes travailleurs et travailleuses dans la Manche, et partout en France, dont la situation n'a pas la chance de trouver un écho médiatique, sont plongé·e·s dans la précarité et l'indigence parce que ces décisions administratives leur retirent le droit de travailler ?

Combien de patrons, artisans, maraîchers, restaurateurs... qui ont tant de difficultés à trouver des apprentis et de la main d'œuvre, se voient par ces décisions, eux-mêmes plongés dans l'impasse, dès lors que l'on signifie à leurs employés qu'ils ne peuvent plus honorer leurs engagements ? Car qui peut aujourd'hui ignorer la difficulté de ces métiers à trouver du personnel ?

Face aux difficultés de recrutement, ce sont les voix des patrons de petites entreprises qui s'élèvent pour alerter l'État : ces personnes sont indispensables ! En France, 70 % des Très Petites Entreprises (TPE) et des Petites et Moyennes Entreprises (PME) ont des difficultés pour trouver de la main d'œuvre. Un tiers des emplois non pourvus le sont depuis plus de 6 mois, et beaucoup de ces entreprises sont ainsi menacées de disparaître.

**Par ailleurs, A l'instar de ces 440 élus locaux, qui ont signé le 22 octobre une Tribune dans le Monde pour interpeller l'État sur la situation des jeunes travailleurs migrants, nos élus souhaitent également apporter leur soutien à cette mobilisation à travers des parrainages républicains et alerter l'État.**

**Citoyens, patrons, collectifs, associations,  
élus, faisons entendre nos voix**

**DEVANT LA PREFECTURE**

**VENDREDI 17 DECEMBRE à 15 H**

Demandons à M. le Préfet de réexaminer ses décisions, et d'accorder, au vu de la volonté d'intégration de ces personnes, une autorisation de séjour, et de travail.

*\*Le collectif 50 pour les droits des étrangers regroupe les associations d'aide aux migrants de la Manche : Itinérance Cherbourg, le Collectif Saint-Lois d'Aide aux Migrants, la Pastorale des Migrants, le groupe migrants d'Alternatives Solidaires de Coutances, Solidarité sous les Pommiers, Port d'Attache, Itinérance Sud Manche, le Comité Manche Droits des Femmes, la Fédération de la LDH, le MRAP, le Secours Catholique, le Secours Populaire Français Manche, EELV 50, Le PCF, la France Insoumise*